



INTERACTION COUNCIL

High-Level Expert Group Meeting

Rapport des présidents sur la réunion du groupe d'experts de haut niveau

“Le monde islamique et l’Occident”

par

Ingvar Carlsson, coprésident

et

Abdelsalam Majali, président du comité d’organisation

27-28 avril 2006

**Institut international du leadership, Université des Nations Unies
Amman (Jordanie)**

LE CONFLIT ISRAELO-PALESTIEN

Profondément ancrée dans un conflit qui remonte à des siècles, la paix pour Israël et la Palestine est au coeur même de l'avenir de la région et du monde tout entier. Pour Israël comme pour la Palestine, les objectifs du règlement de ce conflit sont ceux du monde dans son ensemble, à savoir la paix et la sécurité internationale. Désireux de mieux comprendre les problèmes auxquels fait face la communauté internationale en rapport avec ce conflit, le groupe d'experts de haut niveau du Conseil InterAction s'est réuni les 27 et 28 avril 2006 à Amman en Jordanie pour s'attaquer aux obstacles qu'il faudra surmonter en vue de résoudre le conflit opposant Israël à la Palestine. Après un débat animé, les participants à la réunion ont élaboré une série de recommandations portant sur l'établissement d'une coexistence pacifique durable entre les deux parties concernées.

Reconnaissance mutuelle

La reconnaissance mutuelle, la non-violence et le respect des accords conclus dans le passé par les deux parties sont indispensables pour faire avancer le processus de paix.

Israël et la communauté internationale doivent reconnaître le rôle que le gouvernement démocratiquement élu de la Palestine joue dans le renforcement de l'efficacité du processus de paix. Il a été reconnu que le Hamas a remporté les élections de 2006 et c'est la raison pour laquelle il est vital que la communauté internationale prenne immédiatement des mesures pour impliquer l'Autorité palestinienne dans un processus politique fondé sur le dialogue et ce, afin de relancer le processus de paix et de permettre la reprise de l'aide économique.

Respect du droit international

Le droit international incarne une sagesse et un sentiment de modération dans le comportement de l'homme tout en offrant une alternative à la violence. Le processus de paix ne peut être soutenu que par le respect et le maintien de l'état de droit des deux côtés du conflit.

Le conflit entre Israël et la Palestine est perpétué par des barrières physiques et psychologiques qui empêchent une coexistence pacifique et sûre entre les deux parties. La construction en cours par Israël d'un mur sur le territoire occupé, que la Cour internationale de justice a qualifié d'illégal, alimente le conflit. La poursuite des travaux de construction de ce mur en violation de l'arrêt de la Cour de justice internationale montre à l'évidence qu'Israël refuse de s'acquitter de ses obligations en vertu du droit international et constitue un motif symbolique et significatif de la persistance du conflit entre Israël et la Palestine.

Le rôle de la communauté internationale

Il est temps pour les Etats-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies d'établir un plan d'action clair propre à faciliter l'application plus avant de la feuille de route pour la paix. D'autres parties devraient également jouer un rôle dans la promotion de l'accord de paix. Un des principaux dilemmes du règlement du conflit a pour origine les vues contradictoires de ce qui constitue une solution juste et équitable. C'est l'incapacité des deux parties de reconnaître cette brèche matérielle qui contribue au conflit. La communauté internationale devrait jouer un important rôle en aidant les parties à négocier ces divergences de vues. Une de ses tâches les plus importantes est d'exercer aussi bien sur Israël que sur la Palestine des pressions égales et équilibrées pour que puisse avancer le processus de paix.

Aucune des deux parties au conflit ne renoncera à sa position actuelle sans avoir été encouragée à se diriger vers un règlement pacifique. L'identification des intérêts d'Israël, de la Palestine et de la communauté internationale est la clé même du règlement du conflit. Toutes les parties doivent s'impliquer dans ce processus et atteindre une paix mutuelle en remplissant des conditions qui les satisfont toutes.

La communauté internationale doit continuer d'accorder aux Palestiniens une aide humanitaire pour empêcher que leurs conditions de vie ne se détériorent encore plus. A cet égard, le Japon et d'autres qui fournissent une aide humanitaire aux Palestiniens sont un exemple pour d'autres nations.

RECOMMANDATIONS

Le groupe d'experts de haut niveau recommande que des mesures collectives soient prises pour assurer la paix et la stabilité entre Israël et la Palestine en :

1. renforçant la notion selon laquelle la reconnaissance mutuelle, la non-violence et le respect des accords conclus dans le passé par les deux parties sont essentielles pour que le processus de paix puisse avancer ;
2. appelant les Israéliens et les Palestiniens à respecter les droits internationaux de l'homme et le droit humanitaire;
3. demandant la cessation de tous les actes de violence perpétrés par les Israéliens comme par les Palestiniens;
4. impliquant le gouvernement palestinien démocratiquement élu dans un processus politique fondé sur le dialogue afin de relancer le processus de paix et de permettre la reprise de l'aide économique à l'Autorité palestinienne ;
5. reconnaissant que l'isolement du Hamas aboutira uniquement à une plus grande radicalisation tout en risquant d'intensifier les luttes internes et la fragmentation de la société palestinienne ;

6. soulignant qu'une décision unilatérale par Israël sur ses frontières ne produira pas une paix durable ni ne donnera à Israël la sécurité et la légitimité auxquelles ce pays aspire ;
7. soulignant que seul un règlement politique du conflit fondé sur des négociations et acceptable par les deux parties conduira à une paix durable et à l'intégration d'Israël au Moyen-Orient ;
8. reconnaissant que la formule politique de cette solution est bien connue, et qu'un retard dans son exécution aura pour seul résultat une nouvelle perte de vies et de nouvelles souffrances humaines;
9. appelant Israël à se conformer à la décision de la Cour internationale de justice pour ce qui est de la construction du mur sur le territoire occupé et de reconnaître que la construction de ce mur de séparation a un impact négatif sur le processus de paix dans son ensemble et ne fait qu'exacerber la situation humanitaire et sociale dans laquelle se trouvent de nombreux Palestiniens;
10. appelant le Quartet à faire une déclaration sans équivoque sur la mise en oeuvre de la feuille de route pour la paix et à donner des orientations claires sur la marche à suivre ;
11. encourageant tous les Etats à appuyer les Palestiniens en leur accordant une aide humanitaire et un soutien économique.

INSTAURER LA PAIX EN IRAK

Les enjeux en Irak sont énormes. La coalition ne sait toujours pas comment résoudre le problème qu'elle a créé, comment convaincre les Irakiens de s'unir et comment instaurer une paix et une sécurité durables en Irak. L'instabilité qui persiste en Irak menace l'équilibre de la région ainsi que la sécurité du monde. L'Irak est en proie à une pléthore de problèmes : pour la première fois dans son histoire en effet, le pays est gouverné par un régime qui n'est pas centré sur les sunnites ; les frontières territoriales de l'Irak, un produit de l'époque coloniale, rassemblent trois groupes distincts qui sont tenus de coopérer pour former un gouvernement démocratique ; la décision de déclencher la guerre en Irak est empêtrée par des controverses et des débats ; et, en l'absence d'une stratégie de sortie claire pour les forces de coalition qui occupent le pays, les Etats-Unis d'Amérique risquent de connaître l'humiliation de la défaire et une guerre sectaire irréversible.

La meilleure façon de s'attaquer au conflit irakien est pour les Etats-Unis d'Amérique d'avoir la sagesse et le courage politiques d'admettre que ses politiques concernant l'Irak ont été un échec. Compte tenu des résultats de l'intervention américaine, la question la plus difficile pour la communauté internationale est de savoir comment

renverser la vapeur et aider à créer un pays stable, sûr et démocratique. Face à un sectarisme de plus en plus acerbe et avec un pays sur le chemin de la guerre civile, la communauté internationale a l'obligation de se pencher sur d'autres options que celle de la présence militaire et de chercher à résoudre le problème de l'instabilité qui règne dans le pays. S'il est vrai qu'il sera sans doute impossible d'arriver actuellement à un consensus total, il n'en reste pas moins que la communauté internationale se doit d'utiliser son influence en proposant plusieurs alternatives au statu quo.

La première alternative consiste pour les Etats-Unis d'Amérique à faire part sans équivoque de leur intention de se retirer complètement et inconditionnellement de l'Irak dans des délais fixés. Elle repose sur la notion que la meilleure manière de mettre fin à la violence politique en Irak est d'effectuer un retrait d'une façon qui crée l'incitation la plus forte possible à un règlement politique interne. Le maintien par les Etats-Unis d'Amérique de leur contrôle en Irak au moyen des forces de coalition modifie la répartition de l'influence et du pouvoir dans le pays et empêche les chiïtes et les Kurdes de vouloir se réconcilier avec les sunnites. Si les Etats-Unis d'Amérique ne fixent pas un calendrier pour le retrait de leurs troupes, ils risquent de perdre le soutien du peuple américain, ce qui encouragera les rebelles et augmentera les perspectives d'une guerre civile sans parler d'une défaite humiliante pour les Etats-Unis.

Une deuxième alternative consisterait à reconnaître que le retrait des Etats-Unis d'Amérique peut ne pas être possible dans des délais fixés et que les Américains devraient continuer d'assurer la sécurité en Irak tout en entraînant et en préparant des forces de sécurité irakiennes autochtones à les remplacer plus tard. Un retrait trop tôt de la présence américaine créerait un énorme vide de pouvoir qui risque de plonger le pays dans une guerre civile profonde. Cette alternative prévoit l'entraînement et la formation de forces de sécurité irakiennes non sectaires. Elle tient également compte du rôle que sont appelés à jouer les Américains dans la protection des civils contre les rebelles et la violence sectaire. Toutefois, le maintien de la présence américaine devrait amener les Etats-Unis d'Amérique à proposer un plan en vertu duquel ils s'engageraient à renoncer au pouvoir et au contrôle de l'Irak dès que celui-ci est redevenu un pays sûr et stable.

La troisième et dernière alternative vise l'envoi d'une force multinationale de sécurité qui remplacerait les forces de coalition dirigées par les Américains en Irak. Cette force devrait se composer de troupes de pays tiers impartiaux et de pays arabes non voisins de l'Irak. Une force de remplacement ne devrait pas être imposée mais traduire plutôt une expression représentative du consentement des Irakiens par le biais de ses structures politiques démocratiquement élues. Les pays voisins de l'Irak ont un rôle crucial à jouer dans la reconstruction économique et sociale de ce pays. Les Etats de la région devraient investir dans le processus de réconciliation nationale en fournissant aux Irakiens une plate-forme leur permettant de se regrouper pour débattre de leurs problèmes et les résoudre.

RECOMMANDATIONS

Le groupe d'experts de haut niveau recommande que des mesures collectives soient prises pour assurer la sécurité et la stabilité en Irak et ce, en :

1. reconnaissant que la poursuite du conflit en Irak pourrait bientôt se transformer en une guerre civile totale qui déstabiliserait sérieusement la région tout entière ;
2. favorisant le remplacement des forces de coalition dirigées en Irak par une force de sécurité multinationale composée de parties tierces impartiales et de pays arabes qui n'en sont pas les voisins, en coordination totale avec le gouvernement irakien démocratiquement élu ;
3. reconnaissant que les Etats-Unis d'Amérique doivent continuer de maintenir la sécurité en Irak jusqu'à ce que la force de sécurité multinationale devienne opérationnelle ;
4. priorisant les efforts déployés pour reconstruire les forces de sécurité irakiennes dans un esprit non sectaire afin qu'elles puissent assumer la pleine responsabilité de la situation sécuritaire ;
5. accroissant le soutien régional et mondial à la reconstruction économique et sociale, à la consolidation des institutions et au processus de réconciliation nationale ;
6. reconnaissant que les dirigeants religieux ont un rôle à jouer dans l'élaboration d'une solution harmonieuse pour la prévention du sectarisme entre les différentes factions irakiennes.

LE MONDE ISLAMIQUE ET L'OCCIDENT

Les attentats perpétrés le 11 septembre 2001 par le groupe islamiste al-Qaeda a appelé l'attention du monde sur la relation entre l'Occident et le monde musulman mais on n'a malheureusement pas fait la différence entre la religion qu'est l'Islam et le terrorisme, lequel émane de petits groupes qui se sont détournés des enseignements fondamentaux du prophète Mohammed. La volonté de combattre le terrorisme a rarement été accompagnée de l'effort à faire pour arriver à mieux comprendre l'Islam, sa genèse et son histoire. L'escalade des hostilités pourrait considérablement porter atteinte à l'Occident et aux populations de soixante pays musulmans dans le monde.

Lorsqu'on se livre à un débat sur le conflit entre "l'Islam et l'Occident", il est avant tout nécessaire d'examiner les principaux mythes qui l'accompagne. Il importe de reconnaître à quel point la thèse de Huntington, qui a décrit un "choc des civilisations" entre les mondes musulman et occidental, a retréci les paramètres de ce débat.

Il y a lieu de noter que, dans le dialogue sur un “choc des civilisations”, il est facile de se laisser engager dans la dichotomie entre l’Islam et l’Occident, entre pays riches et pays pauvres, et entre extrémisme religieux et sécularisme. Il n’empêche que chacune de ces différentes positions représente un spectre de la pensée humaine. Il est important de reconnaître qu’il y a de nombreuses formes de mondialisation, de nombreuses interprétations de l’Islam et de nombreuses façons de penser à ce que constitue l’Occident.

Bien que qualifiés de choc entre des extrémismes religieux, les problèmes qui opposent les pays musulmans et occidentaux comprennent un certain nombre de facteurs géopolitiques, économiques et culturels. La mondialisation, l’identité culturelle, la politique et la pauvreté jouent chacune un rôle bien spécifique dans la relation entre le monde musulman et l’Occident.

Il n’y a pas de consensus sur la mondialisation et son effet sur le monde musulman. Pour ce dernier, la mondialisation est en général associée à une américanisation et, par correspondance, au sécularisme. Quelques Etats musulmans prospèrent grâce à la mondialisation, s’adaptant volontiers au principe d’une économie de libre échange. Toutefois, nombreux sont encore les pays qui n’en bénéficient toujours pas et maintes populations musulmanes continuent de se méfier de la mondialisation, la considérant comme une menace pour leur identité culturelle et religieuse. Le désir de rejeter la mondialisation n’est pas un phénomène qui se limite au seul monde musulman. Dans les pays de l’Occident, divers groupes se préoccupent eux aussi des effets négatifs de la mondialisation.

L’identité est intégralement reliée à la manière dont un peuple perçoit son histoire culturelle. Les civilisations occidentales tendent à être sélectives lorsqu’elles se rappellent leur histoire. Pour la génération européenne d’après la seconde guerre mondiale, les époques de la colonisation et du régime impérial font partie d’un passé lointain. La mondialisation, la démocratie et les économies libérales sont l’avenir. Pour le monde arabe en revanche, l’histoire joue un rôle important dans l’identité culturelle. Les pays arabes considèrent le présent comme le résultat d’un passé de défaites humiliantes et de la colonisation occidentale. Les concepts occidentaux sont souvent perçus par le monde arabe comme une interférence par l’Occident et comme une tentative pour exporter une culture et une tradition particulières.

Si le monde musulman est perçu comme un monde faible et le monde occidental comme un monde fort, le déséquilibre du pouvoir mondial aboutit alors à un conflit classique de partage du pouvoir entre les nations. Les différences entre le monde musulman et l’Occident ne peuvent pas être considérées comme uniquement des différences entre culture et religion ou être imputée à un manque de compréhension entre les deux. La lutte est dans une large mesure ancrée dans un conflit territorial et le partage du pouvoir. Les mondes musulman et occidental doivent chercher à résoudre les conflits et à créer un système de sécurité pour la région s’ils veulent renforcer la coexistence pacifique.

Il est indispensable que nous cherchions à comprendre comment les nombreux partisans de l’Islam, même les partisans modérés, voient les actions de l’Occident. La perception dans le monde musulman est qu’il est acculé par l’intervention américaine en Irak et en Afghanistan ainsi que par le maintien de la présence militaire dans la région. Le conflit territorial entre les Palestiniens et les Israéliens demeure un agent catalyseur primordial entre le monde musulman et l’Occident. Il donne aux islamistes un motif pour s’opposer aux gouvernements occidentaux et mener des attaques terroristes contre l’Occident et Israël, auxquelles ces derniers réagissent en livrant une “guerre contre le terrorisme” sous la direction des Etats-Unis d’Amérique.

La pauvreté, la pénurie de développement, un manque de respect pour les droits de l’homme et une distribution des richesses inégale dans de nombreux pays arabes contribuent tous à la rivalité entre les pays arabes et les pays occidentaux. Ces problèmes peuvent être considérés comme la différence qui est perçue entre les “riches” et les “pauvres”. La demande de pétrole continuera d’exacerber ce conflit dès lors que la lutte pour contrôler une offre en baisse par rapport à la demande dans le monde accentue les pressions géopolitiques.

Enfin, l’extrémisme religieux joue également des deux côtés un rôle important. Il fait son apparition dans les relations entre les civilisations mais influence beaucoup les puissances mondiales. Aux Etats-Unis d’Amérique, des éléments du néoconservatisme influent sur les décisions du gouvernement tandis que, dans le monde musulman, des éléments de l’islamisme radical mettent à profit leur mécontentement de la mondialisation.

Après tout, le principal objectif des deux civilisations est de faire régner la justice et la dignité de telle sorte que nous puissions tous jouir des fruits d’une civilisation reposant sur le lien commun qu’est l’humanité. De la situation complexe que représentent diverses cultures, religions et attentes, il faut identifier une assise commune.

Pour qu’il y ait justice et dignité, il faut que nous nous comprenions et que nous comprenions autrui. Ceux qui ne se comprennent pas eux-mêmes ne peuvent pas connaître les autres. Ceux qui refusent de voir le passé ne verront pas le présent et leur avenir. Respect et compréhension sont les conditions nécessaires à remplir pour assurer la protection des valeurs universelles que sont la dignité humaine, la liberté, l’égalité, le droit à la participation et le respect des droits fondamentaux de l’homme. Ces valeurs fondamentales s’appliquent à tous.

RECOMMANDATIONS

Le groupe d’experts de haut niveau recommande que des mesures collectives soient prises pour résoudre le conflit entre le monde musulman et l’Occident en :

1. dissipant la perception d’un simple “choc des civilisations” et d’une simple “guerre de religions” afin de cibler les efforts sur un dialogue de justice, de développement et de liberté pour tous ;

2. établissant un dialogue à facettes multiples entre l'Occident et le monde musulman sur les questions liées à la foi, à la culture et au partage des ressources ;
3. communiquant dans les deux sens, l'Occident reconnaissant que le processus de mondialisation doit respecter la foi islamique et les culture musulmane et le monde musulman qu'il doit faire savoir qu'il respecte les valeurs occidentales ;
4. favorisant un dialogue qui permet aux représentants modérés des deux parties concernées d'apporter une contribution utile à la solution des problèmes mondiaux ;
5. éduquant la prochaine génération et en lui enseignant à respecter la diversité culturelle tout en apprenant d'elle ;
6. soulignant que le but fondamental des deux civilisations est de faire régner justice et dignité de telle sorte que nous puissions tous jouir des fruits d'une seule et même civilisation.

* * * * *

PARTICIPANTS

Membres du Conseil InterAction

1. H. E. M. Ingvar **Carlsson**, ancien premier ministre et coprésident (Suède)
2. H. E. M. Bacharuddin Jusuf **Habibie**, ancien président (Indonésie)
3. H. E. M. AbdelSalam **Majali**, ancien premier ministre et président du comité d'organisation (Jordanie)

Experts de haut niveau

4. H.E.M. Tatsuo **Arima**, ambassadeur et envoyé spécial du gouvernement japonais au Moyen-Orient (Japon)
5. S.E.M. Bassem **Awadallah**, directeur de cabinet de Sa Majesté (Jordanie)
6. M. Mohamed Ali **Elgari**, professeur, King Abdulaziz University (Arabie saoudite)
7. M. Richard **Falk**, professeur invité, University of California, Santa Barbara (Etats-Unis d'Amérique.)
8. H. E. M. Sami **Gammouh**, ancien ministre des finances (Jordanie)
9. H. E. M. Munther **Haddadin**, ancien ministre de l'eau et de l'irrigation (Jordanie)
10. Mme Rosemary **Hollis**, directeur de la recherche, Chatham House (Royaume-Uni)
11. S.E.M. Kunio **Katakura**, ancien ambassadeur en Egypte et en Irak (Japon)
12. M. Julius **Liljeström**, ministère des affaires étrangères (Suède)
13. Mme Laurence **Löuer**, chargée de recherche, Centre d'études et de recherches internationales, professeur, Fondation nationale des sciences politiques (France)
14. H. E. M. Amin **Mahmoud**, ancien ministre de la culture (Jordanie)
15. H. E. M. Samer **Majali**, PDG et président des Royal Jordanian Airlines (Jordanie)
16. M. Fouad **Makhzoumi**, Fondateur, The Future Millennium Foundation, The Makhzoumi Foundation and the National Dialogue Party (Liban)
17. Professeur Moshe **Maoz**, directeur adjoint, Dan Abraham Center for Strategic Dialogue (Israël)
18. H. E. M. Taher **Masri**, ancien premier ministre (Jordanie)
19. S.E.M. Maher **Masri**, ancien ministre du commerce et de l'industrie (Palestine)
20. M. Ahmad **Moussalli**, professeur, American University of Beirut (Liban)
21. H. E. M. Hassan Abu **Nimah**, ancien chef de la mission permanente de la Jordanie auprès de l'ONU et directeur du Royal Institute for Interfaith Studies (Jordanie)
22. M. Volker **Perthes**, directeur de l'Institut allemand pour les études internationales et les études sur la sécurité (Allemagne)

23. M. Jairam **Reddy**, directeur, Institut international du leadership, Université des Nations Unies (Afrique du Sud)
24. M. Ayman **Safadi**, rédacteur en chef du quotidien Al-Ghad (Jordanie)
25. Professeur Amin **Saikal**, directeur, Centre for Arab and Islamic Studies, The Middle East & Central Asia, Faculty of Arts, Australian National University (Australie)
26. S.E.M. Nabiih **Shequem**, secrétaire général et directeur du Département des affaires américaines et européennes, ministère des affaires étrangères (Jordanie)
27. M. . Samir **Taqi**, Centre de recherche stratégique à l'Université de Damas (Syrie)
28. M. Walid **Turk**, ancien doyen de la faculté des sciences pharmaceutiques (Jordanie)
29. M. **Wang** Shijie, envoyé special pour les affaires du Moyen-Orient (Chine)
30. M. Mouayad **Windawi**, consultant en matière de recherche, représentant spécial du Bureau du Secrétaire général, UNAMI (ONU)
31. M. Moneef R. **Zou'bi**, directeur général, Académie mondiale islamique des sciences (Jordanie)

Secrétariat

32. S.E.M. Makram **Queisi**, chef du protocole, ministère des affaires étrangères (Jordanie)
33. S.E.M. Nagao **Hyodo**, secrétaire général adjoint de Conseil InterAction et professeur à la Tokyo Keizai University (Japon)

The InterAction Council extends its warmest appreciation to the Government of Jordan, the International Leadership Institute of the United Nations University and the Japan Foundation for their support to the High-level Expert Group Meeting at Amman, Jordan as well as Government of Japan and Korea for their continuous generous support.